

**QUIMPER BRETAGNE
OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Séance du 28 avril 2022

**Rapporteur :
Monsieur Jean-Paul COZIEN**

N° 20

ACTE RENDU EXECUTOIRE

compte tenu de :

- la publicité (par voie d'affichage), pour une durée de deux mois, à compter du : 04/05/2022
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/05/2022 (accusé de réception du 03/05/2022)

*Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération*

44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex

Avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de distribution de l'eau potable sur le périmètre de la commune de Pluguffan

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service public de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

1. La Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale (ci-après « la COLLECTIVITÉ ») est issue de la fusion, au 1^{er} janvier 2017, des communautés de communes QUIMPER COMMUNAUTÉ et du PAYS GLAZIK ainsi que de l'intégration d'une commune et compte à ce titre 14 communes membres pour environ 100 620 habitants.

Elle dispose, depuis sa création, de la compétence « eau potable » telle que définie aux articles L. 2224-7 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Du fait de l'histoire récente de la COLLECTIVITÉ, la compétence « *eau potable* » n'est pas unifiée sur son territoire et la gestion des services est actuellement assurée soit par contrat soit sous forme de régie directe.

Conformément aux principes qui régissent les transferts de compétences, la COLLECTIVITÉ s'est substituée, en matière d'alimentation en eau potable, aux autorités anciennement compétentes dans tous leurs droits et obligations à compter du transfert effectif de la compétence.

2. Sur le secteur de la commune de PLUGUFFAN, un contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable a donc été conclu en 2013 entre la commune et le DÉLÉGATAIRE, pour une durée de 9 ans, 6 mois et 2 jours, et une échéance prévue le 2 février 2023.

Ce contrat est désigné ci-après « le Contrat » et la COLLECTIVITÉ en assure actuellement l'exécution, conformément aux principes présentés plus haut.

Le Contrat a fait l'objet de plusieurs modifications, qui n'ont pas changé sa nature globale.

3. En application du principe de libre administration des collectivités territoriales qui implique que ces dernières sont libres de déterminer le mode de gestion de leurs services publics, et du principe d'égalité de traitement des usagers devant le service public, la COLLECTIVITÉ souhaite s'engager dans une démarche d'harmonisation de la gestion de l'eau potable sur l'ensemble de son périmètre. Pour ce faire, et l'assister dans son choix afin de garantir la meilleure qualité du service aux usagers et d'en assurer toute la continuité, elle se fait accompagner depuis l'été 2021 par un groupement de cabinets.

Elle a également souhaité laisser le temps aux élus communautaires de définir le projet de service harmonisé à l'échelle du territoire, de réfléchir aux conséquences et à l'organisation nécessaire pour l'atteinte de ce dernier.

La Collectivité choisira lors du conseil communautaire du mois de septembre 2022 le ou les modes de gestion sur son territoire pour l'exercice de la compétence eau potable/assainissement collectif.

Dans ces conditions, et pour permettre un temps de mise en œuvre du ou des modes de gestion retenu(s) suffisant pour permettre une mise en concurrence réelle et fructueuse en vue de la passation d'un contrat de concession de type délégation de service public ou la création d'un opérateur public pour la gestion du service de l'alimentation en eau potable sur l'ensemble de son périmètre tout en garantissant la continuité de service sans risque de défaillance majeure, il est nécessaire de prévoir le report de l'échéance du Contrat au 31 Décembre 2023 (soit une prolongation du Contrat d'une durée de 10 mois et 27 jours).

La COLLECTIVITÉ et le DÉLÉGATAIRE se sont donc rapprochés pour convenir ensemble des modalités de prolongation du Contrat.

Tel est l'objet de l'avenant n°5 au Contrat, qu'il vous est demandé de bien vouloir approuver.

Cet avenant vise également à :

- rappeler l'obligation du DÉLÉGATAIRE d'assurer l'égalité de traitement des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public, conformément aux dispositions de l'article 1-II de la loi 2021-1109 du 24 août 2021 *confortant le respect des principes de la République* ;
- mettre à jour la clause du Contrat relative à la gestion du fichier des abonnés, conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « loi Informatique et Libertés ») telle que modifiée par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;
- modifier les conditions de renouvellement des branchements ;
- préciser les modalités de renouvellement des équipements sur l'année 2023 et le sort du compte de renouvellement ;
- modifier en vue d'une harmonisation générale les conditions de fin du Contrat.

Les modifications apportées au Contrat par l'Avenant n°5 entraînent une augmentation de son montant de 10,19 %.

En conséquence et compte tenu du fait que le montant des modifications cumulé est, d'une part, inférieur au seuil européen de 5 382 000 € HT, et d'autre part, proche de 10% du montant initial du Contrat, il apparaît que l'Avenant n°5 constitue, conformément aux dispositions de l'article R. 3135-8 du code de la commande publique, une modification de faible montant qui ne nécessite aucune nouvelle procédure de mise en concurrence.

En tout état de cause il constitue une modification non substantielle du Contrat dès lors qu'il ne remplit aucune des conditions de l'article R. 3135-7 du code de la commande publique.

Il ressort en effet de cet Avenant n°5 que :

- premièrement, il n'emporte pas changement de l'objet ou de la nature du contrat en ce qu'il n'a pas pour effet de modifier les prestations du DÉLÉGATAIRE de manière telle que l'objet ou la nature du Contrat s'en trouveraient changés. Ces prestations sont au contraire maintenues ;
- deuxièmement, la prolongation du Contrat n'apparaît nullement comme une condition qui, rétrospectivement, aurait permis d'attirer davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

- troisièmement, la prolongation de la durée ne modifie pas le périmètre du Contrat, ni la nature de prestations à la charge du DÉLÉGATAIRE ;
- enfin, les modifications envisagées dans l'Avenant 5 ne modifient pas l'équilibre économique du contrat en faveur du DÉLÉGATAIRE : les tarifs de la redevance d'eau potable sont maintenus alors que l'exploitation est déficitaire.

Ceci étant exposé,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants ;

Vu code de la commande publique et notamment ses articles L. 3135-1 et suivants et R. 3135-7 et suivants ;

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération Quimper Bretagne Occidentale ;
Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public ;

Vu le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable conclu en 2013 sur le périmètre de la commune de PLUGUFFAN avec la Société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

Vu la présente délibération valant note explicative de synthèse adressée aux conseillers communautaires ;

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité des suffrages exprimés :

1 - d'approuver le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation par affermage du service public de production et de distribution d'eau potable conclu en 2013 sur le périmètre de la commune de PLUGUFFAN avec la Société VEOLIA EAU, annexé à la présente délibération ;

2 - d'autoriser madame la présidente ou son représentant à signer l'avenant n°5 au Contrat susvisé et, de manière générale, à prendre tout acte nécessaire pour mettre en œuvre la présente délibération.